

L'urgence d'une autre économie

La crise qui pèse sur les peuples n'est pas seulement financière, elle est économique, écologique, sociale, morale et politique.

La rigueur imposée par la gestion de la dette réduit le pouvoir d'achat, l'emploi et la compétitivité des entreprises. Elle réduit donc les chances de reprise tout en aggravant la situation des classes moyennes comme celle des plus faibles. Les classes dirigeantes font encore semblant de croire à des mesures de régulation très partielles qui continuent à faire la part belle à ceux qui bénéficient du système financier.

Sommes-nous condamnés à des secousses de plus en plus violentes de la nature, de la société, de l'économie, de la finance pour que les dirigeants agissent sur ce modèle économique dominé par une course effrénée vers le profit ?

Nous savons qu'une autre voie est possible et réaliste, permettant une transition écologique et sociale pour une autre économie fondée sur la solidarité.

Cette voie implique :

- ✓ D'autres rapports démocratiques, par une écoute et une expression publique des citoyens et de leurs organisations représentatives,
- ✓ Une autre conception de la richesse dans sa nature et dans sa répartition,
- ✓ Une approche différente de la mondialisation, et de la construction européenne en cherchant des relations équitables entre l'ensemble des acteurs,
- ✓ Un développement des échanges marchands appuyés sur la coopération et non sur un excès de compétition pour le seul profit,
- ✓ Un développement des échanges non marchands, donnant toute leurs places aux besoins fondamentaux des citoyens,
- ✓ Le respect des ressources naturelles comme bien commun et le souci des générations futures,
- ✓ L'éducation, la prévention et la culture comme des enjeux déterminants de l'évolution de la société.

Il est temps que cette voie soit reconnue et entendue pour que nous puissions engager une révolution tranquille en réponse aux crises que nous traversons.

Le dualisme Marché-Etat ne suffit plus ; il devient indispensable de tenir compte des apports de la société civile à travers ses engagements économiques et citoyens.

Cette perspective n'est pas utopique, elle est déjà mise en œuvre dans le cadre d'une **Economie Sociale et Solidaire (ESS)** qui a connu en quelques décennies un essor important sur plusieurs continents.

A la tradition vivante de l'économie sociale représentée par les associations, les coopératives et les mutuelles dans lesquelles le pouvoir ne dépend pas du capital, se sont ajoutées les innovations portées par l'économie solidaire voulant démocratiser l'économie à partir d'engagements citoyens.

L'économie sociale et solidaire est aujourd'hui une force économique encore trop ignorée qui représente 10 % de l'emploi en France, 215 000 employeurs et 2,3 millions de salariés. Déjà de multiples initiatives en son sein montrent qu'il est possible de convertir l'indignation en action. Elle peut donc redonner un espoir politique.

Nous demandons aux politiques, décideurs citoyens, d'intégrer dans leur réflexion l'ensemble de nos propositions pour faire basculer le modèle actuel, en particulier :

- Transformer le système financier en le mettant d'abord au service des entreprises et des particuliers,
- Encourager la réduction des écarts de rémunération au sein des entreprises notamment en instituant une échelle des salaires raisonnée et raisonnable,
- Taxer les transactions financières internationales,
- Développer des pôles territoriaux de coopération économique avec tous ceux qui constituent le cœur de l'économie locale,
- Inscrire et financer l'innovation sociale dans les politiques publiques, nationales et européenne,
- Intégrer les approches de l'économie sociale et solidaire dans la formation initiale et continue, soutenir les formes d'éducation promue par celle-ci (éducation populaire, pédagogie alternative...).

C'est à ce nouvel élan indissociablement politique et économique qu'appellent toutes les composantes d'une économie sociale et solidaire tenant à sa diversité mais consciente de l'importance de son unité pour favoriser une transition écologique et sociale qui passe par le renforcement de la démocratie.

Si nous voulons changer de paradigme, si nous voulons un futur plus accueillant aux jeunes générations,

il est temps de reconnaître le poids politique et économique des acteurs de l'économie sociale et solidaire

Organisations signataires

ARES (Association pour la Réinsertion Economique & Sociale), l'association **Chantier-Ecole**, l'**Atelier Ile de France**, **CAP 21** (Citoyenneté Action Participation pour le 21^{ème} siècle), la **CG-SCOP** (Confédération Générale des Sociétés Coopératives & Participatives), le **CNCRES** (Conseil Régional des Chambres de l'Economie Sociale), le **CNEI** (Conseil National des Entreprises d'Insertion), le **CNLRQ** (Comité National de Liaison des Régies de Quartiers), la **C.G.T.** (Confédération Générale du Travail), le **COORACE**, **Entreprises Coop FR**, la **FNARS** (Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion sociale), **Finansol**, la **Fonda**, la **Fondation MACIF**, le Groupe **Id'ées**, le Groupe **Vitamine T**, **Habitat & Humanisme**, les **Jardins de Cocagne**, la **Fraternelle en Sciences, Arts et Social**, le **Marché Citoyen**, le **MES** (Mouvement pour l'Economie Solidaire), le **Mouvement ATD Quart Monde**, le **Mouvés** (Mouvement des Entrepreneurs Sociaux), la **Ligue de l'Enseignement**, le **MRJC** (Mouvement Rural Jeunesse Chrétienne), la **NEF** (Nouvelle Economie Fraternelle), la **PFCE** (Plate-Forme pour le Commerce Equitable), le **RTES**, (Réseau des Territoires pour l'Economie Solidaire), « **Pour la Solidarité** » Think Tank européen, l'**UFISC** (Union Fédérale d'Intervention des Structures Culturelles), **CELAVAR**, l'**Union nationale des CPIE** (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement), l'**Union nationale études ET chantiers**.

Liste des signataires

Michel **Adam**, Sophie **Alary** (Fnars), Amandine **Albizzati**, (la Nef), Claude **Alphandéry** (Président du Labo de l'ESS), Marc **Alphandéry** (AMAP), Maurice **Antoine** (Vice-Président du Grand Toulouse), Henri **Arévalo**, (Conseiller municipal de Ramonville St-Agne), Dominique **Balmory** (Président de l'Uniopss), Yvon **Bec**, (Président de l'union nationale des CPIE), Jean-Marc **Borello** (Président du Mouvés), Jacky **Blanc** (la Nef), Christiane **Bouchart** (Présidente du RTES), Zinn-Din **Boukhenaissi** (Délégué général du CNLRQ), Flora **Boulay** (Conseillère municipale de Marseille) Jean-Marc **Brûlé** (Conseiller régional Ile-de-France, Président de l'Atelier Ile-de-France), Jean-François **Connan**, Jean-Pierre **Caillon** (Président de l'Association Chantier-Ecole), Sophie **Camard** (Conseillère régionale PACA), Philippe **Chesneau** (Conseiller Régional PACA), Christophe **Chevalier** (Président du Coorace), Pierre **Choux** (Président du Groupe Id'ées), Alain **Cordesse** (Président d'Usgeres), Seybah **Dagoma** (Adjointe au Maire de Paris), Jean-Marc **de Boni**, (Président du directoire de la Nef), Georges **d'Andlau** (Président de la Plate-Forme pour le Commerce Equitable), Jean-Baptiste **de Foucauld** (Pacte Civique), Richard **Debauve** (Président du Groupe Envie), Véronique **Descacq** (Secrétaire nationale de la CFDT), Sophie **Desmazery** (Directrice de Finansol), François **de Witt** (Président de Finansol), Jean-Claude **Detilleux** (Président de Entreprises COOPFR), Bernard **Devert** (Président de Habitat & Humanisme), André **Dupon** (Président du Groupe Vitamine T), Joelle **Faguer** (Conseillère régionale PACA), Laurent **Fraisse** (Chercheur au Lise), Patrick **Gèze** (Secrétaire général de l'Avise), Tarik **Ghezali**, Jérémie **Godet** (Président du MRJC), Etienne **Fernandez** (Carrefour des Pays Lorrains), Richard **Hasselmann** (Président de Libr'acteurs), Jean-Guy **Henckel** (Directeur des Jardins de Cocagne), Madeleine **Hersent** (Présidente ADEL), Philippe **Hervieu**, (Vice-Président du Conseil régional Bourgogne), Thierry **Hofer** (Adjoint au Maire de Pessac), Christine **Illana** (Association La Fraternelle en Sciences, Arts & Social), Cyril **Kretzchmar**, Laurent **Laïk** (Président du CNEI), Bruno **Lasnier** (Président du MES), Isabelle **Laudier**, Jean-Louis **Laville** (Professeur au CNAM), Jean-Michel **Lécuyer** (Directeur général Sifa), Patrick **Lenancker** (Président de la Confédération générale des SCOP), Corinne **Lepage** (Députée européenne), Françoise **Leroy** (Vice-présidente du Coorace), Daniel **Le Scornet** (Président de l'Association La Fraternelle en Sciences, Arts & Social), Pierre-Yves **Madignier** (Président du Mouvement ATD Quart-Monde), Nicole **Maestracci** (Présidente de la FNARS), Denis **Maïer** (Délégué national études ET chantiers), Edmond **Maire**, Caroline **Naett** (Secrétaire générale Entreprises Coop FR), Patrice **Nicolas** (Président de l'Union nationale études ET chantiers), Alain **Philippe** (Président de la Fondation Macif), Jean-Paul **Planchou** (Vice-président chargé du développement économique, de l'innovation et des nouvelles technologies, de l'ESS), Eric **Pliez** (Membre du

bureau de la Fnars), Brigitte **Plisson** (Présidente Ile-de-France Active), Marie-Christine **Pons** (Conseillère régionale Midi-Pyrénées), Sébastien **Ravut** (Fondateur du site le marchecitoyen.net), Christian **Sautter** (Président de France Active), Jean-Marc **Roirant** (Secrétaire générale de la Ligue de l'Enseignement), Hugues **Sibille** (Président de l'Avisé, Vice-Président du Conseil Supérieur de l'Economie Sociale), François **Soulage** (Président du Secours Catholique), Denis **Stokkink** (Président du Think Tank européen *Pour la Solidarité*), (Pascal **Trideau** (Directeur général de la Confédération Générale des SCOP), Christian **Valadou** (Président d'Aquitaine Active), Pierre **Vanlerenberghe**, (Président de la Fonda), Patrick **Viveret** (Collectif Richesses, Vice-Président de l'Association Sol), Jean-Pierre Worms.